



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita, le 1<sup>er</sup> Juin 2022 à Goma

La conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita, était modérée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO.

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :**  
Merci.

Bonjour aux auditeurs de Radio Okapi et bonjour à toutes celles et ceux qui nous suivent en direct sur Facebook, Twitter et Instagram.

Je viens de passer maintenant plus de 10 jours à Goma – engagée, tout comme la Mission que je dirige, aux côtés de l’armée congolaise pour faire face aux attaques du M23 et à leurs conséquences sur la protection des civils.

Je voudrais d’emblée lancer un appel clair à la désescalade, à l’apaisement et à la retenue. Les violences qui ont secoué les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo ne profitent à personne. Les attaques, les tensions, la désinformation ne font qu’ajouter de l’instabilité à l’instabilité, du désordre au désordre et de la souffrance à la souffrance.

Plus de 70 000 personnes ont été déplacées par la violence depuis le 19 mai. Des centaines ont traversé la frontière avec l’Ouganda pour chercher asile.

Pour la première catégorie de personnes, puisque notre focalisation est de ce côté de la frontière, les Nations Unies se mobilisent pour leur apporter une assistance humanitaire, en eau et en nourriture notamment. Mais le plus important pour ces personnes, c’est de rétablir la sécurité dans les zones où elles habitent afin qu’elles puissent reprendre le cours de leur vie.

Avec nos partenaires de l’armée congolaise, nous sommes parvenus à ramener un calme très relatif dans les deux territoires. Mais nos efforts doivent se poursuivre pour régler le problème M23 une bonne fois pour toute.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Cela passe par :

- 1) Une réponse militaire ferme à toute provocation ou attaque.  
La MONUSCO a utilisé tous ses moyens, y compris ses hélicoptères, pour riposter aux attaques lancées contre elle et soutenir l'armée congolaise. Elle continuera à le faire, en plaçant toujours la protection des civils au cœur de sa stratégie, mais avec la plus grande détermination, dans le strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.
- 2) Une réponse politique où chacun s'engage de bonne foi.  
Les pays de la région ont créé eux-mêmes des mécanismes, notamment le Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi chargé de surveiller et de mener des enquêtes sur les incidents de sécurité dans la région des Grands Lacs. C'est la collaboration et la transparence qui doivent prévaloir.
- 3) Une réponse opérationnelle enfin.  
La réémergence du M23 nous rappelle douloureusement l'urgence absolue de lancer l'opérationnalisation du Programme DDRCS province par province. Je voudrais d'ailleurs insister sur ce dernier point. Si nous n'allons pas au bout des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants, sur une base communautaire, nous aurons toujours le risque de voir des groupes armés se reconstituer et redevenir une menace pour la population civile.

Cette menace, les populations du Rutshuru l'ont subie ces dix derniers jours avec brutalité. Mais les populations de l'est du pays en général y font face de façon continue. Dans le Petit Nord, dans les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu, dans la région de Beni, dans les territoires d'Irumu, de Djugu, de Mahagi. La MONUSCO continuera de travailler étroitement avec votre armée, votre police, vos autorités, pour protéger autant que possible les populations civiles prises au piège de cette violence.

Il ne faut pas se voiler la face : des événements comme ceux que nous avons connus depuis 10 jours ont des conséquences sur l'ensemble du pays. Mobiliser votre armée, mobiliser nos casques bleus, redéployer des troupes, a forcément des implications négatives sur les autres régions où l'armée nationale et la MONUSCO opèrent. Et donc sur les populations qui dépendent de nous pour leur sécurité, notamment face à la folie meurtrière des ADF ou de la CODECO.

C'est pourquoi il faut au plus vite engager la désescalade, obtenir que les groupes armés, notamment le M23, déposent les armes sans conditions, et assurer une réponse régionale et internationale unie, sincère et déterminée.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Je me félicite du soutien qui nous a été manifesté par les autorités de ce pays, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, par l'Union africaine, par nos partenaires internationaux ici en RDC et plus généralement par beaucoup de citoyennes et citoyens de ce pays.

Je me réjouis en outre que, le 20 mai, le Conseil des Ministres ait adopté le projet de loi de programmation militaire couvrant la période 2022-2025. Il s'agit-là d'une étape cruciale dans le processus de montée en puissance des FARDC – une étape d'autant plus importante dans le cadre de la stratégie de retrait de la MONUSCO. J'encourage donc le parlement à porter une attention particulière à ce texte qui, mis en œuvre et financé de manière adéquate, permettra aux FARDC de protéger par leurs propres moyens l'entièreté du territoire congolais.

J'en appelle à la responsabilité de tous : il est essentiel de trouver des solutions constructives et durables ensemble. De neutraliser militairement le M23. Et de retrouver le chemin de la confiance et du dialogue entre partenaires régionaux. J'exhorte aussi les Congolais à rester unis et à ne pas céder aux discours incendiaires.

L'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs ne ménagera aucun effort en ce sens. De mon côté, je tiens à vous assurer de l'engagement total de la MONUSCO aux côtés de vos forces de sécurité. Nous avons riposté ensemble aux attaques du M23, nous menons des opérations conjointes contre les ADF et la CODECO, nous sommes mobilisés avec vous, pour servir la population congolaise.

La MONUSCO soutient également autant que possible le processus de Nairobi. Car il n'y a pas de solution strictement militaire contre les groupes armés en RDC. Il faut évidemment une réponse militaire, mais il faut aussi des mesures politiques, des mesures de bonne gouvernance et de justice, des mesures de promotion et de respect des droits de l'homme, des mesures de réconciliation et de dialogue.

Je le redis : c'est uniquement dans l'unité d'action et dans la bonne foi que nous trouverons des solutions durables et inclusives aux problèmes de l'est du Congo. Je compte sur tous nos partenaires, nationaux et régionaux, pour y parvenir.

Je vous remercie.

### Question 1

**Mamytha Bangulu/ RTNC : Ma question s'adresse à Madame la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Bintou Keita, la Patronne de la MONUSCO. Le M23 a repris il y a quelque temps la guerre contre les FARDC. Quelle est la part que les forces de la MONUSCO prennent dans cette guerre ? S'agit-il toujours d'un appui aux FARDC ou d'un engagement sur le front, ou peut-être vous combattez seuls cette guerre dans l'Ituri et Rutshuru ?**

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Je pense avoir dit dans mes propos liminaires aux côtés des FARDC. Lorsqu'il s'agit de combattre aux côtés des FARDC, tous les moyens ont été mobilisés, et j'insiste : tous les moyens. Les combats se sont menés avec de l'artillerie lourde, l'engagement d'hélicoptères d'attaque, de l'appui feu au sol, de l'appui feu aérien.

### Question 2

**Daniel Mitshombero/ Journaliste indépendant (Goma) :** Ma question s'adresse à Mme Bintou Keita. Madame, le gouvernement congolais a montré avec des preuves des éléments rwandais capturés sur le sol congolais. On n'a pas entendu une seule déclaration de la MONUSCO à ce sujet. E c'est l'occasion de fixer l'opinion sur ce que vous avez dit, parce que la MONUSCO était aussi sur le terrain, elle a vécu, elle a combattu aux côtés des FARDC. Qu'est-ce que vous dites de cette capture ? Est-ce que ces éléments étaient réellement kidnappés comme l'a affirmé l'armée rwandaise ou carrément ce sont les éléments rwandais qui étaient sur le sol congolais ? Merci.

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Pour répondre à votre question, je pense qu'il est important de se rappeler que le Rwanda et la RDC sont des pays membres des Nations Unies. Il faut aussi se rappeler que dans le contexte des incidents de la nature dont vous venez de parler, il y a le Mécanisme conjoint de vérification élargi. Les deux pays ont saisi le Mécanisme conjoint de vérification élargi.

Tous les partenaires, y compris le Conseil de sécurité, y compris l'Union africaine, y compris la CIRGL et bien d'autres ont clairement demandé que toute difficulté, toute allégation soient gérées à travers le Mécanisme conjoint de vérification élargi. Ce mécanisme a été déployé et il est en train de faire son travail.

Maintenant en ce qui concerne l'aspect témoin, je vais juste dire que la bonne nouvelle, on vient de la voir : il y a un engagement par le président Lourenço de l'Angola qui a discuté avec son homologue et il y a décision de faire en sorte que les deux personnes qui ont été prises soient retournées au Rwanda.

### Question 3

**Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare :** Le gouvernement congolais vient de dire clairement que ce sont les Forces armées rwandaises qui ont attaqué les FARDC, mais vous n'avez pas voulu le dire clairement. Ce langage stéréotypé ne peut pas effectivement plaire aux Congolais. Quel est votre avis sur cette préoccupation ?

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Merci pour la question. Je suis dans mon rôle lorsque je dis qu'en tant que fonctionnaire internationale des Nations Unies, il y a des mécanismes que nous suivons et il y a règles que nous suivons. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité a été saisi.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Et pour ce qui concerne ce que vous venez de dire, encore une fois, il y a le Mécanisme conjoint de vérification élargi et je crois qu'il faut laisser ce mécanisme faire son travail.

### Question 4

**Sarha Abibu/ Radio Canal Révélation (Bunia) :** Ma question s'adresse à Mme Bintou. Madame, l'année dernière, le gouvernement congolais et les Nations Unies avaient élaboré un plan de transition pour la sortie de la MONUSCO de la République démocratique du Congo à l'horizon 2024. Alors connaissant la situation sécuritaire actuelle dans notre pays, l'état de nos Forces armées de la République, mais également la projection des élections prochaines, pensez-vous vraiment que ce plan est raisonnable ?

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Alors de façon très intéressante peut-être, ça me donne l'occasion de préciser que l'horizon 2024 est juste un cadre de programmation. Personne, lorsque ce plan a été signé conjointement avec le gouvernement congolais n'a dit que la MONUSCO partait en 2024.

Et il y a des aspects très importants à retenir. Pour que la MONUSCO puisse se retirer des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, il y a des conditions minimums qui sont insérées dans ce plan de transition et qui ont trait précisément aux aspects de sécurité, à la montée en puissance des FARDC, à la montée en puissance de la Police nationale congolaise pour que précisément, les premiers besoins des populations civiles qui concernent la sécurité soient assurés.

Donc loin de nous, même dans ce plan, si vous le lisez, de faire un retrait qui ne serait pas responsable en fonction des 18 jalons et indicateurs qui sont insérés dans ce plan.

Et juste pour vous dire, en ce moment, nous sommes en train de faire le deuxième rapport conjoint entre la MONUSCO et les autorités congolaises qui devrait normalement être validé avec le Premier ministre, aujourd'hui dans l'après-midi, à un moment donné encore à fixer, et qui donne l'état des lieux et qui très clairement indique que nous n'avons pas encore atteint les conditions minimums, en tout cas au moins pour ces trois provinces.

En ce qui concerne le Tanganyika, pour lequel officiellement nous allons nous retirer comme partie MONUSCO à la fin du mois de juin, le 30 juin : à cause de la situation sur le terrain dans le « triangle de la mort » notamment à Bendera dans le territoire de Kalemie, et aussi dans le territoire de Nyunzu dans la partie Nord, nous allons rester avec une composante militaire pour essayer de faire en sorte que la PNC soit déployée, puisque dans le « triangle de la mort », on nous dit très clairement que les grandes difficultés sont liées en fait à la grande criminalité.

Et aussi que nous avons les Maï-Maï Yakutumba et autres et même de nouveaux groupes qui se sont formés, et pour lesquels, ça sera difficile d'une manière responsable de se retirer de la zone de Bendera.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06





## Organisation des Nations Unies

### Question 5

**Tcheque Bukasa/ Congoprofond.net : Juste pour savoir Mme Bintou Keita, où en est-on justement avec les enquêtes du Mécanisme conjoint de vérification et puis, combien de temps faudrait-il pour livrer à l'opinion les résultats totaux de cette enquête ?**

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Merci pour la question. Alors, je vais rester dans mon rôle. Le Mécanisme conjoint de vérification élargi est sous la responsabilité de la Conférence internationale pour la Région des Grands Lacs. Il y a un président, il y a un exécutif. Je pense que vous serez avisés de poser la question à la CIRGL et à l'exécutif du Mécanisme conjoint de vérification élargi.

### Question 6

**Jael Mulowayi/ Actu30 : Mme Bintou Keita, les deux militaires rwandais capturés en RDC seront libérés sur demande du président angolais, est-ce que la MONUSCO soutient cette décision, puisque c'est une preuve qui démontre que l'armée rwandaise est derrière le M23 ?**

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Je vous laisse l'interprétation de votre afférence. Juste pour vous dire que lorsque nous, en tant que MONUSCO, nous étions associés aux entretiens concernant ces deux personnes, nous étions dans notre rôle et dans notre mandat d'accompagnement de la République démocratique du Congo.

Et très clairement, nous avons immédiatement conseillé que les deux personnes soient remises au Mécanisme conjoint de vérification élargi, dont un des objectifs, c'est précisément de gérer ce genre de situation.

### Question 7

**Papy Okito/ Echo d'opinions (Goma) : Ma question, je la pose à Mme Bintou. Madame, je vous félicite pour votre fermeté cette fois-ci de ne pas accepter ou donner l'occasion aux groupes armés d'entrer dans l'armée congolaise. Mais la question qui se pose : est-ce qu'il y a des moyens d'accompagnement de ces éléments qui se démobilisent aujourd'hui ? Nous voyons à Mubambiro, ils sont vraiment en difficulté. Aujourd'hui, avec vos partenaires ou les agences, est-ce que cette fois-ci on peut dire que ces gens ne retourneront plus dans la forêt ?**

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Pour ce qui concerne Mubambiro, nous avons été saisis formellement, je pense à travers les FARDC. Bien qu'il n'y ait pas encore un dispositif qui est en place par rapport à la mise en place de PDDRCS, la MONUSCO offre un minimum pour faire en sorte que les conditions à Mubambiro soient les plus saines possible, puisqu'il y a des risques sanitaires qui ont été très clairement articulés, et aussi des risques en liaison je crois avec la malnutrition.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Donc nous sommes engagés, mais je pense que la vraie réponse consiste à ce que j'ai mentionné : l'accélération de la mise en œuvre au niveau des provinces du PDDRCS dans ce plan d'opération provincial.

### Question 8

**Al Hadj Kudra Maliro/ Associated Press (Beni) :** Est-ce que vous croyez que cette qualification par le gouvernement congolais que les rebelles M23 sont des terroristes est vraie ou peut-être cela peut nuire au processus de la paix de Nairobi ?

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Je pense que le processus de Nairobi a très clairement indiqué deux voies : une voie politique qui est portée par l'accord entre les deux pays et les deux Chefs d'Etat, le Président Tshisekedi et le Président Kenyatta - il y a une voie politique portée par la facilitation kenyane. Et il y a aussi une voie militaire.

Dans la manière dont la MONUSCO, les Nations Unies, accompagnent le processus de Nairobi, nous reconnaissons ces deux voies, avec une primauté sur la partie politique puisque comme je l'ai dit, tout ce qui concerne la défaite au sens militaire va jusqu'à un certain point. Donc il faut donner la chance à d'autres mécanismes, et notamment aux mécanismes politiques, de se mettre en place.

En termes de qualification, le gouvernement a donné sa qualification. Je ne suis pas juriste, donc je ne vais pas m'engager dans ce débat. Et je vous remercie.

### Question 9

**Séraphin Nkiere May/ Agence congolaise de presse :** Madame, il y a dix jours, vous êtes à Goma. Comment vous avez vécu cette situation ? Parce que j'estime que pendant que les choses se préparaient, il y avait un service d'alerte, dont on nous a toujours parlé, et également les services de renseignement au niveau des FARDC. Comment vous avez vécu cette situation ? Est-ce que les FARDC ont été surprises ou bien vous étiez au courant de toute la situation ? Merci.

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Vous savez, avec des « si », on peut faire beaucoup de choses. Je pense que très clairement, nous avons tous été surpris de l'attaque contre les positions des FARDC et ensuite l'attaque contre les positions de la MONUSCO. C'est la réponse à votre question.

### Question 10

**Christiane Ekambo/ JournaldesNations.net :** Madame, vous parlez de la montée en puissance de l'armée congolaise, ce qui ne peut que réjouir toute la population de la RDC. Comment est-ce que vous allez faire pour que cette montée soit vraiment pérenne ? Est-ce que la MONUSCO va assurer une garantie en termes logistique pour que les FARDC puissent tenir le coup, pour que vraiment, ce relais des FARDC puisse se faire effectivement, et vraiment

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

avoir un effet sur le terrain ? C'est-à-dire, je parle de la logistique, côté hélicoptères, côté munitions... Quel est l'apport de la MONUSCO dans ce sens-là ?

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Je crois que pour que ce soit pérenne et durable, je vais répéter exactement ce que j'ai dit dans les propos liminaires.

Le 20 mai, le Conseil des Ministres ait adopté le projet de loi de programmation militaire couvrant la période 2022-2025. Il s'agit-là d'une étape cruciale dans le processus de montée en puissance des FARDC – une étape d'autant plus importante dans le cadre de la stratégie de retrait de la MONUSCO.

J'encourage le Parlement à porter une attention particulière à ce texte qui – et c'est là la réponse aussi à votre question -, si le Parlement passe ce texte et s'il est mis en œuvre et financé de manière adéquate – ça veut dire avec tous les aspects de la chaîne logistique, des salaires, de l'existence de casernes, etc... tout le long, avec tout ce qu'il faut -, alors ça permettra aux FARDC, à l'armée congolaise, de faire son travail de protection de l'entièreté du territoire congolais et par ses propres moyens.

Donc, c'est la recherche par l'Etat de mettre en place les moyens qui accompagnent efficacement son armée. Bien évidemment, pendant la période que nous sommes là et que nous accompagnons l'armée congolaise, les moyens qui sont à notre disposition sont mobilisés pour soutenir cette armée, jusqu'à ce que le pays lui-même mette en place les moyens, où il n'aura plus besoin de l'accompagnement extérieur.

Et je veux aussi dire que ce n'est pas seulement la MONUSCO qui accompagne l'armée congolaise : il y a bien d'autres partenaires bi- et multilatéraux qui accompagnent l'armée congolaise.

### Question 11

**Vérité Johnson/ Radiotélévision Mont Bleu/ BuniaActualités.com (Bunia) :** La population dans certains coins de la province de l'Ituri s'oppose encore à la présence de la MONUSCO – le cas tout récemment du territoire de Mambasa. Près de 20 ans après, qu'est-ce qui justifie l'attitude de ces jeunes qui s'opposent à la présence de la MONUSCO dans leur entité ? Si c'est de la désinformation, qu'est-ce qui manque à la MONUSCO, près de 20 ans après, pour combattre cette désinformation, cette éventuelle désinformation ?

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Déjà, je pense qu'il faudrait un partenariat avec les autorités au niveau local, les autorités au niveau communautaire, les autorités au niveau provincial, les médias que vous êtes, pour faire en sorte que la bonne information soit relayée aux communautés, aux populations, et pour aussi faire en sorte de contrer tout ce qui va dans le sens d'attiser des tensions pour s'attaquer à la MONUSCO comme un bouc émissaire – parce qu'en fait, c'est un peu ça.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06





## Organisation des Nations Unies

Je l'ai déjà dit dans d'autres contextes, et même quand je n'étais pas encore en RDC. Je l'ai dit dans un Forum de la Paix à Dakar en 2018 : c'est très facile de s'attaquer aux forces de maintien de la paix, au-delà des militaires, même aux civils, etc...

Mais très clairement, il y a un travail à faire et il faut aussi, pour ce qui concerne la partie de Mambasa, regarder les mouvements des ADF. Les ADF, véritablement, ont accru le temp d'attaques et de massacres contre les populations. Et on sait, si on regarde la trajectoire, que c'est en train de monter vers Mambasa.

Donc dans notre rôle, dans notre mandat de protection des civils, nous avons ce que nous appelons la protection par projection. Et cette protection par projection, c'est de déployer des unités temporaires, des bases temporaires, pour servir de lieu où les casques bleus peuvent faire leur travail de protection des civils.

Malheureusement, les ADF continuent de monter vers le territoire de Mambasa et les populations s'attaquent d'une façon très violente – malheureusement, je pense il y a deux semaines, ils se sont attaqués à des acteurs humanitaires, en disant qu'ils pensaient qu'ils s'attaquaient à la MONUSCO.

C'est vraiment dommage parce qu'en fait, qu'est-ce qu'il se passe ? Si vous vous attaquez aux humanitaires, vous enlevez la possibilité aux humanitaires de faire leur travail d'assistance humanitaire, et en même temps, vous vous attaquez à ceux qui sont censés vous protéger. Parce que quand ADF sera installé à Mambasa, on va voir ce qui va se passer, et on ne souhaite pas ça.

Donc il y a un SCD, une base temporaire que nous voulons déployer à Lolua. Je pense que les collègues qui sont sur le terrain ont fait un travail avec les communautés pour leur faire comprendre qu'on n'est pas là pour augmenter la violence. Notre rôle, c'est de diminuer la violence.

### Question 12

**Benoît Kambere Lusumba/ L'Emergence et Echo de la Région des Grands Lacs : Vous avez parlé de la réponse politique, entre autres, à deux reprises d'ailleurs. Qu'est-ce que vous attendez précisément sur la réponse politique à la crise actuelle et quel serait l'apport de la MONUSCO à cette réponse politique ?**

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** La réponse politique, c'est de faire en sorte qu'il y ait dialogue et que les consultations qui ont été initiées par le processus de Nairobi avec les groupes armés et avec les communautés puissent se faire de la meilleure façon possible pour aboutir à un résultat qui sera celui d'utiliser le PDDRCS pour la partie de ce qui concerne les groupes armés locaux, nationaux.

Et pour ce qui concerne les groupes armés étrangers, il y a une partie qui s'appelle le Groupe de contact et de coordination qui a été établi et qui se trouve présentement à Goma - établi à Goma-, et dont

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

L'objectif est de rechercher des solutions non militaires pour pouvoir faciliter le rapatriement des groupes armés étranger dans leurs pays d'origine.

L'aspect politique, c'est aussi ce que fait le Conseil de sécurité. Il ne vous échappera pas qu'hier, il y avait une discussion au Conseil de sécurité concernant la RDC. Il y a eu aussi, je pense, le Sommet de Malabo où il y a eu des discussions et où il y a eu une décision d'avoir le Président de l'Angola facilitant une médiation entre les pays, et notamment entre le Rwanda et la République démocratique du Congo.

Et nous avons plusieurs mécanismes qui se sont exprimés, y compris l'Union africaine, engagée avec le Président aussi de l'Union africaine pour cette année, qui s'est exprimé à plusieurs reprises pour encourager le dialogue, encourager l'utilisation des mécanismes appropriés dont la structure continentale dispose dans les organisations économiques régionales, et aussi pour faire en sorte que tout ce qui concerne les griefs soit géré de manière à ce que cela n'escalade pas le conflit et les tensions.

### Question 13

**Cosmas Mungazi Kakola/ Flambeau de l'Est (Goma) :** Madame, je vous pose la question. Heureusement que vous êtes à Goma. Il y a plusieurs façons de gérer les conflits : vous pouvez éviter les conflits, vous pouvez fuir les conflits. Mais pour un conflit qui n'a que trop duré comme celui du M23, le conflit de la RDC et du Rwanda, il faut l'affronter, disent certains scientifiques. Mais en suivant votre discours, tantôt vous soutenez le dialogue, les négociations, tantôt vous soutenez l'affrontement. Vous avez soutenu les FARDC. Si on vous posait la question de faire le choix entre l'affrontement qui porte des fruits soutenus par toutes les populations du Nord-Kivu ou aux négociations qui n'ont que trop duré ?

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** Alors, déjà le processus de Nairobi n'est pas un processus de négociations. Je pense qu'il faut le dire très clairement. C'est un processus de consultations qui est mis en place avec les groupes armés. Les mots ont une importance.

Négociations, cela veut dire qu'on va commencer à aller dans différentes directions. Consultations : la RDC a clairement mis en place un cadre de référence qui a été signé par le chef de l'Etat et qui est le PDDRC-S et qui dit très clairement les contours et les paramètres qui doivent être utilisés pour amener les groupes armés à déposer les armes et ensuite à aller dans un processus de démobilisation pour une réintégration à base communautaire.

Maintenant, bien évidemment, quand vous êtes attaqués, vous répondez à l'attaque. Raison pour laquelle je ne suis pas en train de dire qu'il faut concilier entre les deux. Je dis : il faut que ceux qui prennent les armes et qui créent les massacres arrêtent, déposent les armes. Et pour ceux qui sont en train de déposer les armes, il y a un mécanisme qui existe et qui doit être suivi.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

### Question 14

**Martial Papy Mukeba/ Radio Okapi (Beni) :** Ma question s'adresse à Madame Keita. Avec l'activisme des ADF en Ituri mais également de la milice CODECO, les ADF à Beni et la résurgence du M23 dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, Madame, comment est-ce vous évaluez aujourd'hui la situation sécuritaire au Nord-Kivu et en Ituri et qu'est-ce qu'il faut pour la maîtriser ?

### **Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :**

Qu'est-ce qu'il faut pour maîtriser une situation où les groupes armés se fragmentent, se dispersent entre le Nord-Kivu et l'Ituri ? Et maintenant nous avons la situation de résurgence du M23 depuis novembre dernier sur le petit Nord... Il faut des moyens qui ne sont pas à notre disposition, même collectivement, en termes de nombre de FARDC, en termes de nombre de Casques bleus.

Et là, il va falloir avoir une assistance et une compréhension aussi que nous nous mobilisons - et c'est ce que la MONUSCO a dû faire mais je pense aussi que les FARDC ont dû faire la même chose-, pour redéployer des troupes des zones de l'Ituri et du Grand Nord pour faire en sorte que Goma ne tombe pas, parce que c'était cela aussi l'enjeu de ces dix derniers jours. Il y avait une peur qu'on allait se retrouver dans la même situation que, je pense, en 2012. Ce scénario catastrophe n'est pas arrivé.

Mais cela a un coût parce que maintenant on voit que pendant que nous avons nos troupes renforçant ici, la ville de Goma, les patrouilles sur la RN2 qui est un axe stratégique pour Goma, eh bien, ADF et CODECO observent. Et qu'est-ce qu'ils font ? Ils vont massacrer de plus en plus des populations.

Donc quelque part, sur le moyen et long terme, c'est d'avoir les effectifs nécessaires pour vraiment contrôler l'ensemble du territoire. Et c'est aussi le lieu pour moi de continuer à faire un plaidoyer, qu'on parle toujours de la montée en puissance des FARDC, mais il faut concomitamment avoir une montée en puissance de la présence de la Police nationale congolaise partout où c'est nécessaire. C'est une autre façon d'étendre l'autorité de l'Etat, l'administration de l'Etat dans tout le territoire, sur tous les territoires notamment dans ces trois provinces, en particulier.

### Question 15

**Saint-Germain Ebengo/ Letonnerre.info :** Je m'adresse à Madame Bintou Keita. Dernièrement, vous avez été à Berlin pour prendre part à la Conférence sur le maintien de la paix. Au moment où la menace à l'endroit de la paix prend des proportions de plus en plus aggravantes, je voudrais savoir, de votre propre bouche, les recommandations issues de ladite conférence à la lumière de la situation actuelle qui prévaut à l'Est de la République démocratique du Congo ? J'ai parlé.

**Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Bintou Keita] :** J'ai deux minutes pour conclure avec les conclusions de la réunion de la « retraite » des opérations de maintien de la paix à Berlin. Je crois que c'était les 25 et 26 avril derniers.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Très clairement, les défis qui existent sont maintenant des défis au niveau de la forme de violences qui existent sur le terrain. Et du fait qu'il y a plusieurs années en arrière, on va dire il y a 20 ans ou un peu plus, il y avait un respect pour les Casques bleus.

Maintenant, nous sommes dans des situations dans la plupart des opérations de maintien de la paix où les Casques bleus sont directement pris pour cibles. Et là, nous venons juste de commémorer le 29 mai, c'était dimanche, ici même à Goma, le travail que font les Casques bleus, que ce soient les militaires, les civils, les policiers, les volontaires des Nations Unies, tous ceux qui concourent au travail des opérations de maintien de la paix vivent et travaillent de plus en plus dans des conditions difficiles, dangereuses avec les contextes de guerre asymétrique, d'utilisation de techniques terroristes, d'utilisation accrue de ce que j'appelle la menace des engins explosifs improvisés notamment pour ce qui concerne le Mali, c'est quasiment tous les jours et ici, c'est essentiellement dans la zone de Beni.

Et pour les collègues et le staff qui travaillent dans ces zones, comme pour la population et comme aussi pour les forces de sécurité, c'est une menace qui est absolument terrible. Et donc, de plus en plus, on doit pouvoir s'outiller dans les opérations de maintien de la paix à la hauteur convenable pour juguler ces risques des engins explosifs improvisés.

**Porte-Parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann]** : Merci beaucoup Madame. Merci à tous pour votre attention.

---

### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06